

Déclaration du Conseil Permanent de la Conférence des Evêques de France

19 juin 2024

Le résultat des élections européennes est un symptôme de plus d'une société inquiète, douloureuse, divisée. La dissolution de l'Assemblée nationale a placé notre pays dans un trouble inattendu. Comme tous nos concitoyens, nous, catholiques, avons à exercer notre responsabilité démocratique.

Comme chrétiens, cependant, nous avons une vive conscience que les élections législatives ne résoudront pas tout. C'est dans l'espérance du Règne de Dieu inauguré par le mystère de la mort et de la résurrection de Jésus que nous voulons être des citoyens responsables et apporter notre contribution à la qualité de la vie démocratique et sociale de notre pays.

Le malaise social que nous constatons a certes partie liée à des décisions politiques, mais il est plus profond. Il tient aussi à l'individualisme et à l'égoïsme dans lesquels nos sociétés se laissent entraîner depuis des décennies, à la dissolution des liens sociaux, à la fragilisation des familles, à la pression de la consommation, à l'affaiblissement de notre sens du respect de la vie humaine, à l'effacement de Dieu dans la conscience commune. Les parlementaires et les responsables politiques ne peuvent pas tout. Ils ont à chercher le meilleur pour nous tous, pour l'unité, la prospérité et le rayonnement de notre pays dans un monde en profonde mutation. Ils ne peuvent agir qu'en fonction de la détermination de tous à agir pour le bien commun.

Demain, le 8 juillet, quels qu'aient été nos choix électoraux, nous tous Français, nous aurons encore et toujours à respecter nos concitoyens qui auront d'autres opinions que les nôtres et à œuvrer ensemble à la continuité et à l'amélioration de notre vie sociale commune. Nous aurons encore à vouloir que notre pays honore ses engagements et serve la paix et la justice dans le monde. Nous aurons toujours à nous garder de la violence, à veiller à ne pas diffuser la colère et la haine, à ne pas nous résigner à l'injustice mais à lutter pour la justice par les moyens de la vérité et de la fraternité. Demain, chacun devra toujours s'inquiéter de ceux qui vont moins bien que lui.

Nous, catholiques, nous le ferons en puisant dans la grâce de Dieu et dans notre foi en son salut, pour surmonter peurs, colères, angoisses et pour être des « artisans de paix » et des acteurs de l'amitié sociale. Nous pourrions nous appuyer sur la communion qu'est notre Église.

C'est pourquoi, évêques du conseil permanent, nous formulons la prière suivante et nous la proposons aux fidèles qui voudront bien s'y associer :

« Dieu de vérité et de bonté, en ces temps de décisions fortes pour notre pays la France, aide-nous à discerner correctement ce qui est juste.

Renouvelle en nous, chaque matin, le goût de servir, pour que nous accomplissions nos tâches avec cœur et garde-nous de mépriser quelque être humain que ce soit.

Viens, Esprit-Saint, éclairer ceux et celles qui seront choisis comme députés ou auront à gouverner notre pays.

Qu'ils puissent ensemble chercher le meilleur pour nous tous. Imprime en eux un grand sens du service du bien commun.

Sainte Vierge Marie, sainte Jeanne d'Arc, sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, patronnes de la France, veillez sur notre pays. Qu'il soit une terre de liberté, de justice, de fraternité et se tienne à la hauteur de son rôle dans l'histoire.

Aidez-nous à y être, à notre modeste place mais selon toute notre responsabilité, des disciples de l'Évangile. Amen. »

Les membres du Conseil Permanent de la CEF

- Mgr Éric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence des évêques de France
- Mgr Vincent Jordy, archevêque de Tours, Vice-président de la Conférence des évêques de France
- Mgr Dominique Blanchet, évêque de Créteil, Vice-président de la Conférence des évêques de France
- S. Em. le Cardinal Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille
- Mgr Laurent Ulrich, archevêque de Paris
- Mgr Dominique Lebrun, archevêque de Rouen
- Mgr Sylvain Bataille, évêque de Saint-Étienne
- Mgr Pierre-Antoine Bozo, évêque de Limoges
- Mgr Alexandre Joly, évêque de Troyes
- Mgr Matthieu Rougé, évêque de Nanterre

A l'issue des élections européennes, le Président de la République a décidé la dissolution de l'Assemblée Nationale. Nous sommes appelés à voter pour une nouvelle Assemblée Nationale. Les candidats sont en campagne.

Ainsi, notre pays a rendez-vous avec l'histoire. Quel projet de société souhaitons-nous ? Les français ont le sentiment de n'être pas entendus sur les sujets fondamentaux qui sont le socle de la vie commune. Le résultat des urnes façonnera notre pays pour plusieurs années. Nos concitoyens sont partagés entre convictions et rejets. Les extrêmes inquiètent.

Forts de notre enracinement dans l'Évangile, nous aurons à voter en conscience. Écoutons l'évangile de Saint Matthieu au chapitre 25 versets 31-46. Prenons le temps de le relire. Ce passage invite « le chrétien à accueillir toute personne humaine comme le Christ » (Pax Christi). Il convient de lutter contre la peur et le rejet de l'autre quel qu'il soit. Tout homme et toute femme sont appelés à vivre la fraternité humaine.

Je vous appelle au temps du discernement, du dialogue et à la décision de mettre votre bulletin dans l'urne. Informons-nous sur les programmes proposés. Notre démocratie est fragile ; prenons en soin comme l'héritage des siècles et comme le mode le plus sûr de la participation de tous à la vie de notre pays.

Vous trouverez ci-joint la déclaration du Conseil Permanent de la Conférence des Evêques de France. Vous pouvez la diffuser avec le communiqué ci-dessus.

Que la justice et la paix soient l'horizon de nos engagements.

+ Jean-Luc BOUILLERET

Archevêque de Besançon